

HI-MEDIA**Société Anonyme au capital de 4 562 864,50 euros****Siège social : 15-17 rue Vivienne – 75 002 Paris****RCS Paris B 418 093 761****HI-MEDIA****A corporation with a capital of 4 562 864,50 euros****Registered office: 15-17 rue Vivienne – 75002 Paris****Paris Companies Register n°418 093 761****RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelledu 14 mai 2013**MANAGEMENT REPORT**to the Ordinary General Meetingas of May 14 2013

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire conformément aux dispositions de la Loi et des statuts de notre Société à l'effet de vous demander d'approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Les convocations prescrites vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

I - Situation et activité de la Société et du Groupe au cours de l'exercice 20121. Chiffre d'affaires et résultat de Hi-Media S.A. au titre de l'exercice 2012

Hi-Media S.A a réalisé un chiffre d'affaires social de 54,2 millions d'euros contre 61,3 millions d'euros l'année précédente.

Le résultat social s'élève à – 9.860 K€. Ce résultat se décompose notamment en :

- un résultat d'exploitation de – 3.837 K€ ;
- un résultat financier négatif de – 7.830 K€ ;
- un résultat exceptionnel de - 343 K€ ;
- un produit d'impôt de 2.149 K€.

2. Commentaires sur les comptes consolidés – Activité et Résultats

L'exercice 2012 a permis la réalisation d'un chiffre d'affaires consolidé hors taxe de 195 millions d'euros contre 230 millions d'euros pour l'exercice précédent.

La répartition par activité reflète l'équilibre entre les deux principales sources de revenu du groupe à 45,2% (-8 % à périmètre constant) pour la publicité et 54,8 % (- 14 %) pour le paiement.

La part de l'activité réalisée par les filiales représente 80% du chiffre d'affaires sur l'année 2012. La part de l'activité réalisée

To the Shareholders,

We have called on you to meet in the form of an Ordinary Shareholders' Meeting pursuant to the provisions of law and our Company's Articles of Incorporation to ask you to approve the financial statements for the financial year ending on 31 December 2012.

The required notices were sent to you in regular fashion, and all documents and other items provided for under the rules and regulations in effect were made available to you for the legal periods.

I - Company's situation and activity during the 2012 financial year1. Company's turnover and earnings for the 2012 financial year

Hi-Media S.A posted corporate turnover of 54.2 million Euros against 61.3 million Euros the previous year.

The corporate earnings come to - K€.9,860, broken down in particular as follows:

- an operating result of - K€. 3,837 ;
- a negative financial net result of - K€.7,830 ;
- a negative extraordinary net result of - K€.343
- a tax benefit of K€.2,149.

2. Comments on the consolidated accounts – Activity and Earnings

Financial year 2012 brought consolidated turnover excluding taxes of 195 million Euros compared with 230 million Euros for the previous financial year.

The breakdown by activity reflects the balance between the two main sources of group revenue, with 45.2% (-8 % on constant perimeter) for advertising and 54.8% (-14 %) for payments.

The share of activity realised by the subsidiaries accounts for 80% of turnover for 2012. The share of activity realised by the foreign

par les filiales étrangères représente 44% du chiffre d'affaires sur l'année 2012.

Le résultat net consolidé de l'exercice s'élève à 5.930 K€. Ce résultat se décompose, notamment, en :

- un résultat opérationnel courant de 10.132 K€ ;
 - un résultat opérationnel de 9.065 K€ ;
 - un résultat financier négatif de - 1.964 K€ ;
 - une quote-part des entreprises mises en équivalence de - 638 K€ ;
 - une charge d'impôt de - 533 K€ ;

Le résultat opérationnel de la société s'établit à 9.065 K€ au 31 décembre 2012 contre 16.035 K€ au 31 décembre 2011. Les principales variations sont les suivantes :

- une diminution du chiffre d'affaires de 15% par rapport à 2011 ;
- un taux de marge stable à 34% (33% en 2011);
- une diminution de la masse salariale de 6,5% du fait du recentrage de l'activité sur les pays et les segments les plus prometteurs ;
- une augmentation de 3% des autres coûts d'exploitation ;
- les charges non courantes représentent 398 K€ et correspondent principalement à des produits et charges liés à des réorganisations sur des activités stratégiques, des réorganisations opérationnelles ainsi que des produits et charges liés à des défaillances sur certains partenaires de l'activité de paiement.

L'endettement de la société hors créances cédées à la société d'affacturage s'élève à 27.793 K€ au 31 décembre 2012 contre 32.593 K€ au 31 décembre 2011.

3. Investissements – Activités en matière de R&D

Les investissements en immobilisations corporelles s'élèvent à 583K€ sur 2012 et correspondent essentiellement à l'acquisition de matériel informatique nécessaire au bon fonctionnement de l'activité (serveurs et postes informatiques).

Les investissements en immobilisations incorporelles s'élèvent sur l'année 2012 à 4.648 K€ et correspondent principalement à la poursuite des développements en interne d'outils technologiques dont des nouvelles offres de paiement pour l'activité paiement du Groupe et à l'intégration d'Appnexus dans le système d'information de Hi-Media.

4. Evénements significatifs durant l'exercice 2012

Hi-Media SA a signé un protocole d'accord le 25 janvier 2012 en vertu duquel, les actifs de la société Hi-Media Nederland BV, relatifs à l'activité « Advertising » de la société ont été transférés à la société Semilo BV et Hi-Media SA a acquis directement et indirectement 36,3% du capital de Semilo BV.

L'offre commune de reprise des actifs de La Tribune Nouvelle (anciennement France Economie Régions) a été retenue par le Tribunal de Commerce de Paris en date du 30 janvier 2012. Hi-Media est ainsi devenu actionnaire à 27,8% de la société La

subsidiaries accounts for 44% of turnover for 2012.

The consolidated net income for the financial year comes to K€ 5,930. That breaks down in particular as follows:

- a current operating profit of K€ 10,132;
- an operating profit of K€ 9,065;
- a negative financial result of - K€ 1964;
- a share for the companies treated on an equity basis of - K€ 638;
- a tax proceeds of - K€ 533

The Company's operating profit stands at K€ 9,065 on 31 December 2012, compared with K€. 16,035 on 31 December 2011. The main changes are as follows:

- a 15% decrease of revenue in comparison with 2011;
- a stable margin rate at 34% (33% in 2011)
- a 6,5% payroll decrease because of the focus of the activity on the most promising countries and segments;
- a 3% increase in the other operating expenses;
- the non current expenses represent K€ 398 and mainly correspond to products and liabilities linked to strategic reorganization, operating reorganization and products and liabilities linked to the failures of some of the partners of the payment activity..

The Company's indebtedness excluding receivables transferred to the factoring company stands at K€ 27,793 on 31 December 2012 compared with K€ 32,593 on 31 December 2011.

3. Investments – R&D activities

The investments in tangible assets amount to K€.583 for 2012, corresponding mainly to the acquisition of computer necessary for the activity (servers and computers).

The investments in intangible assets for 2012 amount to K€.4,648, and mainly correspond to the continuation of in-house developments of technological tools, new offers in the payment activity of the Group and integration of Appnexus in the information system of Hi-Media.

4. Significant events during the 2012 financial year

Hi-Media signed on January 25, 2012 an agreement in virtue of which the assets of the company Hi-Media Nederland BV linked to the activity "Advertising" of the company have been transferred to the company Semilo BV and Hi-Media SA owns directly and indirectly 36.3% of the capital of Semilo BV.

The common offer related to the assets of La Tribune (previously France Economie Régions) was retained by the Commercial Court of Paris on January 30, 2012. Hi-Media thus became shareholder with 27.8% of the company La Tribune Nouvelle.

Tribune Nouvelle.

Le 6 décembre 2012, Hi-Media a pris une participation de 49% dans le capital de la société Hi-Media Régions.

Le 12 décembre 2012, Hi-Media a cédé l'intégralité de sa participation dans le capital de la société AVITO, soit 7,5% du capital.

En date du 13 décembre 2012 Hi-Media a acquis 55,02% du capital de la société espagnole New Movil Media, S.L.

Le 20 décembre 2012, Hi-Media a souscrit à des augmentations de capital de ses filiales Ad-Dsp et Bonne Nouvelle Editions, respectivement pour 8.500 K€ et 1.609 K€, afin d'assainir les capitaux propres de ces sociétés.

Le 28 décembre 2012, Hi-Media a souscrit à une augmentation de capital de sa filiale Hi-Media Belgium pour un montant de 4.200 K€, afin d'assainir les capitaux propres de cette société.

Au cours de l'exercice, une opération de réorganisation de la structure juridique du groupe a eu lieu. La société Hi-Media SA a absorbé la société Mobile Works SAS en date du 31 décembre 2012.

5. Evénements significatifs intervenus depuis la clôture de l'exercice

En date du 12 février 2013, Hi-Media SA a procédé à l'acquisition de la société TheBluePill, société spécialisée dans le marketing direct et l'affiliation. Cette acquisition a été réalisée pour un prix initial de 200 K€. Le protocole d'acquisition prévoit une clause de complément de prix dont le montant est plafonné à 200 K€.

II - Evolution prévisible et perspectives d'avenir

Dans un marché publicitaire encore très difficile, l'activité publicitaire sur l'année 2013 sera ralentie mais devrait bénéficier progressivement de la dynamique positive de l'activité liée à l'*Ad Exchange* lancée par Hi-Media à la fin de l'année 2011, à la régie vidéo lancée pendant l'été 2012 et à la régie mobile lancée en fin d'année 2012.

L'ensemble de ces activités représentent en début d'année 2013 presque 30% de l'activité publicitaire du groupe et connaissent une croissance à deux chiffres quand l'activité publicitaire plus traditionnelle subit la décroissance des dépenses publicitaires liée à l'environnement économique général, notamment dans le Sud de L'Europe.

L'activité de paiement du Groupe connaît elle aussi une évolution contrastée avec une arrivée à maturité du marché des paiements par SMS en Europe occidentale qui pèse sur l'activité d'Allopass, et la montée en puissance des solutions monétiques sur lesquelles Hi-Media a beaucoup investi depuis trois exercices notamment autour de sa plateforme HiPay.

On December 6, 2012, Hi-Media acquired 49% of the capital of the company Hi-Media Régions.

On December 12, 2012, Hi-Media sold its 7.5% stake in the company AVITO.

On December 13, 2012, Hi-Media acquired 55.02% of the share capital of the Spanish company New Movil Media S.L.

On December 20, 2012, Hi-Media subscribed to capital increases of its subsidiaries Ad-Dsp and Bonne Nouvelle Editions, respectively for K€. 8,500 and K€. 1,609, in order to improve the equity of these companies.

On December 28, 2012, Hi-Media subscribed to a capital increase of its subsidiary Hi-Media Belgium for an amount of K€. 4,200, in order to improve the equity of the company.

During the financial year, an operation of reorganization of the legal structure of the group took place. The company Hi-Media SA absorbed the company Mobile Works SAS dated December 31, 2012.

5. Significant events occurring since the financial year end

Dated February 12, 2013, Hi-Media SA carried out the acquisition of the TheBluePill company, company specialized in direct marketing and the affiliation. This acquisition was carried out for an initial price of 200 K€. The protocol of acquisition envisages a clause additional of price whose amount is reached a maximum to 200 K€.

II - Anticipated developments and forecasts

In a still very difficult advertising market, the advertising activity over the year 2013 will be slowed down but should profit gradually from the positive dynamics of the activity related to the *Ad Exchange* launched by Hi-Media at the end of the year 2011, the video control launched during the summer 2012 and with the mobile control launched at the end of the year 2012.

The whole of these activities account for at the beginning of year 2013 almost 30% of the advertising activity of the group and know a growth with two digits when the more traditional advertising activity undergoes the decrease of the advertising expenses related to the economic environment general, in particular in the South of Europe.

The activity of payment of the Group presents also a contrasted evolution with an arrival with maturity of the market of the payments by SMS in Western Europe which weighs on the activity of Al, and the rise to power of the solutions electronic moneys on which Hi-Media invested much since three exercises in particular around its HiPay platform.

III – Responsabilité sociale, environnementale et sociétale

1. Orientations sociales

a) L'emploi et l'organisation du travail

L'effectif consolidé au 31 décembre 2012 compte 445 collaborateurs répartis entre les entités ci-après du Groupe : France, Suède, Belgique, Allemagne, Espagne, Italie, Portugal.

Note : Pour connaître l'effectif détaillé et sa répartition ainsi que les entrées et sorties, nous vous invitons à consulter le document de référence.

Répartition par Sexe	Femmes	Hommes
France	34%	66%
Suède	63%	37%
Belgique	32%	68%
Allemagne	32%	68%
Espagne	59%	41%
Italie	33%	67%
Portugal	40%	60%

Répartition Groupe	39%	61%
--------------------	------------	------------

Note : La méthodologie de détermination de l'effectif pour ce calcul ne distingue pas entre temps plein et temps partiel.

	Répartition par âge							Groupe
	France	Suède	Belgique	Allemagne	Espagne	Italie	Portugal	
De +18 à - 30 ans	49,4%	23%	50%	18%	41%	33%	32%	43%
De +30 à - 40 ans	43,6%	51%	38%	54%	55%	43%	52%	46%
De +40 à - 50 ans	6,70%	25%	9%	21%	4%	19%	16%	10%
+50 ans	0,30%	1%	3%	7%	0%	5%	0%	1%

Note : La méthodologie de détermination de l'effectif pour ce calcul ne distingue pas entre temps plein et temps partiel.

Le système de rémunération au sein du groupe est décentralisé et validé par la Direction Générale du Groupe. Chaque filiale détermine localement la politique de rémunération applicable pour ses équipes et activités.

Les modèles de rémunération sont élaborés en fonction des objectifs de motivation, des performances financières des sociétés et des pratiques de marché.

Le document de référence détaille l'évolution de la masse salariale et la rémunération du dirigeant mandataire social de la société mère. Les règles applicables en matière de rémunération

III – Corporate social responsibility

1. Social tendencies

a) Employment and organization

The consolidated number of employees as of December 31st 2012 accounts 445 collaborators divided between the following entities of the Group: France, Sweden, Belgium, Germany, Spain, Italy, Portugal.

Note: To know detailed manpower and its distribution as well as the entries and exits, we invite you to consult the reference document.

Gender distribution	Women	Men
France	34%	66%
Sweden	63%	37%
Belgium	32%	68%
Germany	32%	68%
Spain	59%	41%
Italy	33%	67%
Portugal	40%	60%

Group distribution	39%	61%
--------------------	------------	------------

Note: The methodology of determination of manpower for this calculation does not distinguish meanwhile full and partial time.

	Age distribution							Group
	France	Sweden	Belgium	Germany	Spain	Italy	Portugal	
De +18 à - 30 ans	49,4%	23%	50%	18%	41%	33%	32%	43%
De +30 à - 40 ans	43,6%	51%	38%	54%	55%	43%	52%	46%
De +40 à - 50 ans	6,70%	25%	9%	21%	4%	19%	16%	10%
+50 ans	0,30%	1%	3%	7%	0%	5%	0%	1%

Note: The methodology of determination of manpower for this calculation does not distinguish meanwhile full and partial time.

The system of remuneration within the group is decentralized and validated by the General Managers of the Group. Each subsidiary locally determines the applicable policy of remuneration for its teams and activities.

The models of remuneration are elaborated according to the objectives of motivation, of the financial performances of the companies and the practices of market.

The reference document details the trends in total wages and the remuneration of the leader social agent of the parent company. The applicable rules as regards remuneration of the employees

des collaborateurs intègrent les paramètres ci-après tous pays confondus :

- Respect des conventions et accords collectifs (notamment en matière de minima)
- Rémunération par profil (égalité homme, femme)
- Principe de rémunération variable sur objectif(s) pour les profils commerciaux notamment
- Le contrat de travail à durée indéterminée est privilégié

Il n'existe pas de durée du travail unifiée au sein du groupe. En effet, la durée du travail dépend des conventions et accords collectifs applicables dans les différentes entités.

Par ailleurs, la répartition des contrats de travail à temps plein et à temps partiel est la suivante :

Pays	Temps Plein	Temps Partiel
France	96%	4%
Suède	79%	21%
Belgique	97%	3%
Allemagne	89%	11%
Espagne	100%	0%
Italie	100%	0%
Portugal	100%	0%

Groupe	94%	6%
--------	-----	----

La disparité des systèmes de gestion du personnel dans les différentes entités du groupe ne permet pas d'obtenir de statistiques en matière d'absentéisme au niveau du Groupe.

L'estimation de l'absentéisme basée sur un panel représentatif de chaque activité et des entités françaises du groupe permet d'établir l'estimation suivante au titre de l'année 2012 : Taux absentéisme maladie 1,5%.

b) Les relations sociales, la santé et la sécurité

Les filiales étrangères du groupe ne comportent pas de représentants du personnel.

Le groupe a obtenu, en France, pour les différentes entités localisées à l'adresse de son siège social la reconnaissance du statut d'Unité Economique et Sociale (UES). L'UES comprend un Comité d'entreprise et des Délégués du Personnel, lesquels se réunissent et sont consultés conformément à la réglementation en vigueur.

L'entité Française qui n'est pas rattachée géographiquement à l'UES (L'Odyssée Interactive) dispose de Délégués du Personnel, lesquels se réunissent et sont consultés conformément à la réglementation en vigueur.

integrate the parameters hereafter all confused countries:

- Respect of conventions and collective agreements (in particular as regards minima)
- Remuneration by profile (women, men equality)
- variable remuneration on objective(s) for the commercial profiles in particular
- the contract of employment with unspecified duration is privileged

There is no unified duration of the work within the group. Indeed, the duration of the work depends on applicable conventions and collective agreements in the various entities.

In addition, the distribution of the contracts of full-time and part-time employment is as follows:

Country	Full-time	Part-time
France	96%	4%
Sweden	79%	21%
Belgium	97%	3%
Germany	89%	11%
Spain	100%	0%
Italy	100%	0%
Portugal	100%	0%

Group	94%	6%
-------	-----	----

The disparity of the systems of staff management in the various entities of the group does not make it possible to obtain statistics as regards absenteeism on the level of the Group.

The estimate of the absenteeism based on a panel representative of each activity and various French entities of the group makes it possible to draw up the following estimate for the year 2012: Rate Disease absenteeism rate 1.5%.

b) Social relations, health and safety

The foreign subsidiaries of the group do not comprise staff representatives.

The group obtained, in France, for the various entities located with the address of its registered office the recognition of the statute of Economic and Social Unit. This unit includes a Work's council and delegates, which meet and are consulted in accordance with the regulation in force.

The French entity which is not attached geographically to the unit (L'Odyssée Interactive) has delegates, which meet and are consulted in accordance with the regulation in force.

Des accords relatifs à l'aménagement du temps de travail et à l'intéressement ont été négociés et signés sur les entités françaises. Ces accords sont en application.

- Le groupe n'enregistre pas de difficultés notables en matière de relations sociales.

L'UES a entamé des démarches pour la mise en place d'un Comité Hygiène et Sécurité au cours de l'année 2013.

La médecine du travail intervient en France sur l'ensemble des sites du groupe conformément à la législation en vigueur. De la même manière, les différentes filiales du groupe respectent les réglementations locales relatives à l'intervention d'organismes de prévention en matière de risques liés au travail.

Les sites occupés par le groupe sont conformes aux recommandations locales en matière d'hygiène et de sécurité. Des initiatives sont prises localement pour améliorer le bien être des salariés (Salles de repos aménagées, matériel ergonomique etc).

- Les activités du groupe ne sont pas classées « à risque ».

Sur l'exercice 2012, les seuls accidents du travail enregistrés sont des accidents de trajets (2 accidents). Aucun accident du travail ou maladie professionnelle n'a été enregistré.

c) La formation

Des politiques de formation sont arrêtées annuellement en France et dans certaines filiales étrangères du groupe. Elles définissent les orientations prises par ces différentes entités en matière de formation et les actions prioritaires à mener.

Par ailleurs, lors des entretiens annuels d'évaluation, les attentes en matière de formation sont recueillies auprès des salariés.

La formation interne est privilégiée sur la formation externe de manière à favoriser l'intégration, le transfert des connaissances et la culture du groupe. Pour les salariés des structures Françaises et Belge, une journée d'accueil des nouveaux arrivants est organisée. Les OPCA sont également régulièrement sollicités en France.

En 2012, le groupe enregistre 6932 heures de formation (langues étrangères, outils, management).

d) L'égalité de traitement et le respect des stipulations des conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail

Il n'existe pas au sein du groupe de conflit sur la question des discriminations. Les politiques de recrutement et salariale œuvrent dans le respect d'une égalité entre les femmes et les hommes.

Agreements on the adaptation of the working time and the profit-sharing were negotiated and signed on the French entities. These agreements are in application.

- The group does not record notable difficulties as regards social relations.

The unit started steps for the installation of a Hygiene and Safety Committee during the year 2013.

The "employment" medicine intervenes in France on the whole of the sites of the group in accordance with the legislation in force. Same manner, the various subsidiaries of the group respect the local regulations relating to the intervention of organizations of prevention as regards risks related to work.

The sites occupied by the group are in conformity with the local recommendations in matters of hygiene and safety. Initiatives are taken locally to improve the good being of employees (Rooms of rest, ergonomic material etc).

- The activities of the group are not classified « at risk ».

On 2012, the only industrial accidents recorded are commuting accidents (2 accidents). No industrial accident or occupational disease was recorded.

c) Training

Training policies of are planed annually in France and in certain foreign subsidiaries of the group. They lay down the orientations taken by these various entities as regards training and the priority actions to carry out.

In addition, during the annual evaluation interviews, waitings as regards training are collected from the employees.

The internal training is privileged upon external training so as to support integration, the transfer of knowledge and the culture of the group. For the employees of the French and Belgian structures, one welcome day is organized for the newcomers. The OPCA are also regularly requested in France.

In 2012, the group records 6932 hours of training (foreign languages, tools, management).

d) Equal treatment and respect of the stipulations of fundamental conventions of the International Labour Organization

There does not exist within the group conflict on the question of discriminations. The policies of recruitment and wage work in the respect of an equality between the women and the men. Recruitment takes into account only objective criteria in bond with

Le recrutement ne prend en considération que des critères objectifs en lien avec l'expérience, les compétences et la qualification nécessaires à la bonne réalisation des fonctions. Cette politique de recrutement permet l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession. Plusieurs filiales ont opté pour la contractualisation de la notion d'égalité et un plan d'action relatif à l'emploi des séniors a été déployé en France.

Le Groupe veille à ce qu'il n'y ait pas de discriminations sexuelles, ethniques ou religieuses. La diversité est une force du groupe depuis sa création et tout au long de son évolution.

Les entités Françaises du groupe sont engagées dans l'insertion professionnelle de travailleurs handicapés. Ces structures sont en contact avec des associations d'aide à l'emploi des travailleurs handicapés et plusieurs embauches ont été réalisées. Par ailleurs des contrats ont été conclus avec des centres d'aide par le travail et les différents locaux sont adaptés à l'accueil de personnes à mobilité réduite.

Les principes de gouvernance du groupe, le contrôle interne et la centralisation des contrats et partenariats conclus permettent de s'assurer de l'absence de relations contractuelles avec des fournisseurs (ou sous-traitants) qui ne respecteraient par les principes d'abolition effective du travail des enfants, d'élimination du travail forcé obligatoire ou encore de non respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective. Les participations détenues par le groupe dans des entités Hors UE ou dans des entités UE qui détiennent des filiales situées dans des territoires Hors UE sont contrôlées sur ces points.

2. Protection environnementale et engagements sociétaux

a) Protection environnementale

La société n'exerce pas d'activité industrielle ou de production manufacturée. Elle n'utilise pas de machines industrielles, n'a pas recours à l'exploitation des sols ni à l'extraction ou au traitement des matières premières. L'activité exercée est une activité de service intégralement dématérialisée. Le processus d'exploitation ne génère pas de nuisances sonores, de pollutions spécifiques, de rejets susceptibles d'affecter gravement l'environnement (ou de nécessiter des garanties ou provisions en matière d'environnement) et ne dépend pas de l'alimentation en eau pour son fonctionnement.

La consommation d'Hi-Media est avant tout énergétique. Bien que son activité présente, par essence, un faible impact environnemental et ne soit pas directement menacée par les conséquences du changement climatique, la société a souhaité s'inscrire dans une logique de développement durable considérant que la préservation de l'environnement est une valeur pérenne et une source d'innovation.

La société a ainsi entrepris d'identifier et d'agir sur les éléments

the experiment, skills and the qualification necessary to the good realization of the functions. This policy of recruitment allows the elimination of discriminations in terms of employment and profession. Several subsidiaries chose the contractualisation of the concept of equality and an action plan related to the employment of the seniors was deployed in France.

The Group takes care that there are no sexual discriminations, ethnic or religious. Diversity is a force of the group since its creation and throughout its evolution.

The French entities of the group are committed in the professional insertion of handicapped workers. These structures are in contact with associations of assistance to the employment of the handicapped workers and several recruitings were carried out. In addition contracts were concluded with centers from assistance by work and the various buildings are adapted to the reception of people with reduced mobility.

The principles of governorship of the group, the internal audit and the centralization of the contracts and partnerships concluded make it possible to be ensured of the absence of contractual relations with suppliers (or subcontractors) who would not respect by the principles of effective abolition of the child work, of elimination of the obligatory forced labour or of non-respect of the right of association and the right of collective bargaining. The participations held by the group in entities Except EU or entities EU which hold subsidiary companies located in territories Except EU are controlled on these points.

2. Environmental protection and societal undertakings

a) Environmental protection

The company does not carry on an industrial activity or of manufactured production. It does not use industrial machines, recourse to the exploitation of the grounds nor to the extraction or the treatment of the raw materials does not have. The carried on activity is a completely dematerialized activity of service. The process of exploitation does not generate sound harmful effects, specific pollution, rejections suitable for affect the environment seriously (or to require guarantees or provisions as regards environment) and does not depend on the water supply for its operation.

The consumption of Hi-Media is only energetics. Although its activity presents, essentially, a weak environmental impact and is not directly threatened by the consequences of the climatic change, the company wished to fall under a durable logic of development considering that the safeguarding of the environment is a perennial value and a source of innovation.

The company thus undertook to identify and to act on the

significatifs qui contribuent à son empreinte environnementale. Ces différentes mesures sont listées ci-après :

- En ce qui concerne son matériel informatique, la société a recours à un fournisseur unique qui respecte les normes Européennes et standards internationaux pour la consommation énergétique et le choix de ses composants. Une politique adaptée de maintenance et de gestion des stocks permet de réduire la fréquence des renouvellements et d'augmenter la durabilité des machines.
- En ce qui concerne ses datacenters, la société a recours à deux prestataires.

L'une des solutions d'hébergement retenue privilégie la flexibilité autour de deux éléments : l'espace occupé, la consommation électrique. Le datacenter est équipé d'armoires « haute densité », et de systèmes permettant de dissocier l'alimentation « air froid » et le retour « air chaud ». La consommation énergétique est ainsi optimisée et monitorée. Les dégagements de CO2 sont réduits.

L'autre solution d'hébergement retenue fonctionne avec des unités de climatisation pour salles informatiques à faible consommation d'énergie (économie d'énergie de 40% par rapport aux systèmes standards). L'électricité du site provient d'un fournisseur à faible empreinte carbone et le site bénéficie d'une certification écologique. L'énergie produite par la chaleur résiduelle du site est redistribuable localement.

- En ce qui concerne ses locaux. Le diagnostic de performance énergétique fait l'objet d'une validation pour les baux signés depuis 2008 concernant les structures destinées à accueillir plus de 50 salariés. L'ensemble des structures du groupe comportent un espace de repos et (lorsque c'est possible) des espaces verts entretenus. Des contrats sont conclus avec les fournisseurs d'électricité pour optimiser la consommation électrique et l'auto-régulation est privilégiée pour l'éclairage et l'électricité.

En milieu urbain, les salariés sont encouragés à utiliser les transports en commun. La société limite le nombre de places de parking disponibles (Ex : seulement 8 places au siège) et mène une politique restrictive en matière d'attribution de véhicules de fonction. Les déplacements professionnels qui nécessitent de quitter une agglomération font l'objet de contrôles et doivent être justifiés (guichet unique pour les réservations de billets), les trajets en avion sont limités.

La société fait intervenir des prestataires extérieurs locaux pour l'entretien et l'évacuation des déchets. Des

significant elements which contribute to its environmental print. These various measurements are listed hereafter:

- With regard to its computer equipment, the company has recourse to a single supplier which respects the European standards and international standard for the power consumption and the choice of his components. An adapted policy of maintenance and inventory control makes it possible to reduce the frequency of the renewals and to increase the durability of the machines.
- With regard to its datacenters, the company has recourse to two companies.

One of the solutions of lodging retained privileges flexibility around two elements: occupied space, electric consumption. The datacenter is equipped with cupboards "high density", and with systems making it possible to dissociate the food "air cold" and the return "air hot". The power consumption is thus optimized and monitorée. The CO2 outbursts are reduced.

The other solution of lodging retained functions with units of air-conditioning for computer rooms with low fuel consumption of energy (energy saving of 40% compared to the standard systems). The electricity of the site comes from a supplier to weak carbon print and the site profits from an ecological certification. The energy produced by the after-heat of the site is redistribuable locally.

- With regard to its buildings. The energy diagnosis of performance is the validation object for the beams signed since 2008 concerning the structures intended to accomodate more than 50 paid. The whole of the structures of the group comprise a space of rest and (when it is possible) maintained parks. Contracts are concluded with the suppliers from electricity to optimize electric consumption and the automatic regulation is privileged for lighting and electricity.

In urban environment, the employees are encouraged to use public transport. The company limits the number of parking spaces available (Ex: only 8 places with the seat) and follows a restrictive policy as regards attribution of vehicles of function. Professional displacements which require to leave an agglomeration are the control object and must be justified (single counter for the reservations of tickets), the ways in the plane are limited.

The company utilizes local people receiving benefits external for maintenance and the evacuation of

produits conformes à la réglementation Européenne sont utilisés par ces derniers pour les opérations de nettoyage.

Enfin, des initiatives sont prises localement en faveur de la préservation de l'environnement (Cartes de visite imprimées par un prestataire disposant d'un partenariat avec le WWF, livraisons hebdomadaires de fruits pour soutenir les producteurs locaux, système de messageries internes pour réduire les emails et les impressions concomitantes etc).

b) Engagements sociétaux

L'effectif consolidé au 31 décembre 2012 compte 445 collaborateurs.

Par ailleurs, les activités et orientations de la société en matière de publicité et de paiement fournissent les outils nécessaires à la création de revenus pour de nombreuses sociétés à travers le monde. Ce positionnement fait de la société un acteur intégré à un environnement économique et culturel global.

La société entretient différents niveaux de relations avec les personnes intéressées par son activité. Elle est ainsi appelée à intervenir au sein de différentes instances et groupements professionnels (IAB Europe, Geste, ACSEL, SRI etc), à entretenir des relations avec les régulateurs et instances administratives qui encadrent ses opérations (AMF, ACP, CNIL, ARCEP, DGCCRF etc). Enfin, la société attache une grande importance à la formation, à l'intégration et à la diversité culturelle.

- Des partenariats ont ainsi été conclus avec différentes écoles, universités technologiques et centres de formation en France (notamment pour développer l'apprentissage et la professionnalisation), Belgique, Italie, Portugal et Suède. La taxe d'apprentissage en France est intégralement reversée à des écoles et centres de formation.
- Des initiatives d'intégration ont été prises localement (Rencontres avec les associations d'insertion de personnes handicapées, contrats conclus avec des centres d'aide par le travail pour la fourniture de matériel de bureau, l'impression de documents ou encore l'envoi de colis, visites sur site organisée pour des écoles ou des organisations d'aide à l'emploi).
- La fondation d'entreprise Hi-media (créée conformément à l'autorisation délivrée par arrêté du Préfet de Paris en date du 12 juillet 2012) a par ailleurs pour objet en France et en Europe, la mise en œuvre de toutes actions concourant à assurer la diversité de l'offre culturelle et médiatique en soutenant des projets culturels, notamment dans les domaines de la musique et de l'image (cinéma, documentaire, scénarios, narrations diverses...), et sur tous supports de

waste. Products in conformity with the European regulation are used by the latter for the operations of cleaning.

Lastly, of the initiatives are taken locally in favour of the safeguarding of the environment (Calling cards printed by a person receiving benefits having a partnership with the WWF, weekly fruit deliveries to support the local producers, system of internal transport to reduce the emails and concomitant impressions etc).

b) Societal undertakings

The manpower consolidated as of December 31st 2012 accounts 445 employees.

In addition, the activities and orientations of the company in terms of advertising and payment provide the necessary tools to the creation of incomes for many companies throughout the world. This positioning makes to company an actor integrated into an economic and cultural environment total.

The company maintains various levels of relations with the people interested by its activity. It thus has to intervene within various authorities and professional bodies (IAB Europe, Geste, ACSEL, SRI etc), to maintain the relationships to the regulators and administrative authorities which regulate its operations (MFA, ACP STATE, CNIL, ARCEP, DGCCRF etc).

Lastly, the company attaches a great importance to the formation, integration and cultural diversity.

- Partnerships were thus concluded with various schools, technological universities and centers of formation in France (in particular to develop the training and the professionalisation), Belgium, Italy, Portugal and Sweden. The tax of training in France is completely transferred with schools and centers of formation.
- Initiatives of integration were taken locally (Meetings with associations of insertion of people handicapped, contracts concluded with centers from assistance by work for the supply of office equipment, impression of documents or the sending of parcel, visits on site organized for schools or organizations of assistance to employment).
- The foundation of company Hi-media (created in accordance with the authorization granted by decree of the Prefect of dated July 12, 2012 Paris) has in addition as an aim in France and Europe, the implementation of all actions contributing to ensure the diversity of the cultural and media offer by supporting cultural projects, in particular in the fields of the music and the image (cinema, documentary, scenarios, various narrations...), and on all supports

communication, ainsi qu'en stimulant l'émergence de nouveaux médias d'information.

Les moyens d'action de la Fondation d'entreprise HI-MEDIA sont notamment :

- L'aide à la création et l'accompagnement de projets culturels et d'information, notamment par une participation à leur financement ;
- L'accompagnement et la formation de directeurs de production et d'édition agissant dans le cadre d'organisations subventionnées, dans le sens d'une plus grande indépendance, passant notamment par la diversification de leurs ressources financières ;
- L'organisation d'évènements, festivals et manifestations culturelles, notamment dans les domaines de la musique, de l'image et de l'information, et plus particulièrement dans les secteurs les moins développés ;
- L'animation et l'organisation, notamment par le biais des médias internet et papier, de débats et de réflexions sur des thèmes rarement abordés par les médias commerciaux ;
- L'organisation et la participation à des actions de communication favorisant la connaissance de l'action qu'elle mène, ainsi que la diffusion d'informations par tout support approprié de communication.

Les choix de la société en matière de fournisseurs sont effectués conformément à ses engagements en matière de protection environnementale. Le recours à la sous-traitance est très faible au sein du groupe et ne concerne que des activités de type « services dématérialisés » (Exemple : Correction de contenus, archivage numérique de documents, enrichissement de bases de données, validation de documents administratifs etc) qui ne présentent pas d'impact sur l'environnement. L'unique sous-traitant hors U-E, de la société est situé à Madagascar, la société dispose également d'une participation minoritaire dans une société française qui détient une filiale Tunisienne produisant du contenu dématérialisé. Le sous-traitant et la filiale de la société Française, respectent les droits de l'homme, les conventions fondamentales et les règles de l'Organisation Internationale du Travail. Ils sont engagés à fournir à Hi-media sur demande, toute attestation ou document requis à ce titre. Les travaux réalisés ainsi que les conditions dans lesquels ces travaux sont réalisés font l'objet de contrôles. L'identité des salariés du sous-traitant est vérifiée.

La sécurité, la qualité et le contrôle des services proposés sont une priorité pour Hi-Media.

of communication, like by stimulating the emergence of new media of information.

The means of action of the Foundation of company HI-MEDIA are in particular:

- Assistance with creation and accompaniment of cultural projects and information, in particular by a participation in their financing;
- Accompaniment and training of directors of production and edition acting within the framework of subsidized organizations, the direction of a greater independence, passing in particular by the diversification of their financial resources;
- The organization of events, festivals and cultural events, in particular in the fields of the music, the image and information, and more particularly in the least developed sectors;
- Animation and the organization, in particular by the means of the media Internet and paper, debates and reflexions on topics seldom approached by the commercial media;
- The organization and the participation in actions of communication supporting the knowledge of the action which it takes, as well as the diffusion of information by any suitable support of communication.

The choices of the company as regards suppliers are carried out in accordance with its engagements as regards environmental protection. The recourse to subcontracting is very weak within the group and only activities of the type "dematerialized services" (Example relates to: Correction of contents, numerical filing of documents, enrichment of data bases, validation of administrative documents etc) which do not present environmental impact. The single subcontractor except U-E, of the company is located at Madagascar, the company also has a minority interest in a French company which holds a Tunisian subsidiary company producing of the dematerialized contents. The subcontractor and the subsidiary company of the French company, respect the human rights, fundamental conventions and the rules of the International Labour Organization. They are engaged to provide to Hi-media on request, any certificate or document required for this reason. Work completed as well as the conditions under which this work is completed is the control object. The identity of paid of the subcontractor is checked.

Safety, quality and control of proposed services are a priority to Hi-Media.

La société dispose ainsi, pour son service de paiement, d'un agrément « Etablissement de Paiement » obtenu auprès de l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP) de la Banque de France, d'un agrément « Etablissement Emetteur de Monnaie Electronique » obtenu auprès de la FSMA de la Banque Nationale de Belgique, et développe un nouveau projet de certification PCI-DSS pour l'année 2013. Sa direction du contrôle et sa cellule de lutte contre la fraude sont destinées à prévenir les opérations illicites et sont ainsi en relation avec TRACFIN, les autorités de Police, la DGFIP, la DGCCRF etc. Les règles en vigueur en matière de contrôle interne permettent de prévenir et déceler d'éventuelles situations de conflit d'intérêt ou de corruption.

La protection des données personnelles est également une priorité pour la société compte tenu de la nature de ses activités. Cette protection s'organise autour d'un Correspondant Informatique et Libertés en France (zone principale de collecte et traitement des données personnelles) et de déclarations auprès des autorités locales pour les autres territoires lorsqu'ils sont concernés. L'ensemble des contrats avec les clients et fournisseurs du groupe comportent des obligations en matière de protection des données personnelles et des politiques de protection spécifiques ont été déployées autour des différents sites et services édités par le groupe. A titre d'exemple, en matière de publicité comportementale, la société a signé dans le cadre de l'IAB Europe, la charte « *European Self-regulation for Online Behavioural Advertising - Transparency and Control for Consumers* » qui permet à l'utilisateur de contrôler ses cookies et de refuser le ciblage.

Description des principaux risques

Les risques sont décrits dans le rapport du Président rendant compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la société.

Participation des salariés et actionnariat salarié

Deux rapports spéciaux vous rendent compte des opérations réalisées en vertu des dispositions prévues respectivement aux articles L 225-177 à L 225-186 du code de commerce (options de souscription d'actions) et aux articles L 225-197-1 à L 225-197-3 du code de commerce (actions gratuites).

A la connaissance de la société et à ce jour, les salariés détiennent 3,5% du capital de Hi-Media.

Titres donnant accès au capital

Les titres donnant accès au capital sont détaillés dans l'annexe sociale en note 10.3 ainsi que dans l'annexe aux comptes consolidés en note 24.

Filiales et participations

Les sociétés contrôlées par Hi-Media figurent à la note 3.1 de l'annexe aux comptes consolidés.

Cessions de participations

The company lays out thus, for its service of payment, of an approval "Establishment of Payment" obtained from the Prudential Controlling authority (ACP) of the Bank of France, of an approval "Establishment Transmitting Plastic money" obtained from the FSMA of the National Bank of Belgium, and develops a new project of certification PCI-DSS for the year 2013. Its direction of the control and its cell of fight against the fraud are intended to prevent the illicit operations and are thus in relation to TRACFIN, the authorities of Police force, the DGFIP, DGCCRF etc The rules in force as regards internal audit make it possible to prevent and detect possible situations of conflict of interest or corruption.

The personal data protection is also a priority for the company taking into account the nature of its activities. This protection is organized around a Data-processing Correspondent and Freedoms in France (principal zone of collection and personal data processing) and declarations near the local authorities for the other territories when they are concerned. The whole of the contracts with the customers and suppliers of the group comprise obligations as regards personal data protection and of the specific policies of protection were deployed around the various sites and services published by the group. As example, as regards behavioral publicity, the company signed in the framework of the IAB Europe, the charter "European Coil-regulation for Online Behavioural Advertising - Transparency and Control for Consumers" which makes it possible the user to control his cookies and to refuse the targeting.

Risks

The risks are described in the President's report regarding preparation and organisation of the Board of Directors' work as well as the internal control procedures implemented by the company.

Employee profit sharing and shareholding

Two special reports present the operations carried out under the provisions respectively of articles L225-177 to L225-186 of the Code of commerce (stock options) and of articles L225-197-1 to L225-197-3 of the Code of commerce (free shares).

To Hi-Media's knowledge and to date, the employees hold 3.5% of Hi-Media share capital.

Securities offering access to the capital

The securities offering access to the capital are detailed in the appendix to the corporate financial statements in note 10.3 as well as in the appendix to the consolidated financial statements, in note 24.

Subsidiaries and affiliates

The companies controlled by Hi-media are listed in the note 3.1, in the appendix to the consolidated financial statements.

Cf. Point 4 Evénements significatifs de l'exercice

Constitution de filiale

Cf. Point 4 Evénements significatifs de l'exercice

Prise de participation ou de contrôle

Le 25 janvier 2012, Hi-Media a pris une participation dans le capital de la société néerlandaise Semilo BV ; elle détient directement et indirectement 36,3% du capital.

Le 30 janvier 2012, Hi-Media a pris une participation de 27,8% dans le capital de La Tribune Nouvelle.

Le 13 décembre 2012, Hi-Media a pris une participation de 55,02% dans le capital de la société espagnole New Movil Media SL.

Acquisitions de sociétés

Cf. Point 4 Evénements significatifs de l'exercice

Fusions

La société Hi-Media SA a absorbé la société Mobile Works SAS en date du 31 décembre 2012.

Valeurs mobilières de placement détenues au 31 décembre 2012

Cf. note 8 de l'annexe sociale et 17 de l'annexe aux comptes consolidés.

Répartition du capital social

Le capital de la société s'élève à 4.562.864,50 euros et est divisé en 45.628.645 actions, toutes de même catégorie.

Conformément aux dispositions de l'article L 233-13 du code de commerce et compte tenu des informations reçues en application des articles L 233-7 et L 233-12 dudit code, nous vous indiquons ci-après l'identité des actionnaires possédant à notre connaissance plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote :

Actionnaires	Nombre d'actions Hi-Media détenues et % au 12 mars 2013
IDI	2 280 727 actions soit 4,99%
United Internet	4 735 000 actions soit 10,4%

En date du 27 juillet 2010, la société Columbia a déclaré franchir à la hausse le seuil de 5% du capital et des droits de vote.

En date du 4 février 2013, la société IDI a déclaré franchir à la baisse le seuil de 5% du capital et des droits de vote.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autres actionnaires détenant directement, indirectement ou de concert 5% ou plus du capital ou des droits de vote.

Actions propres détenues au 31 décembre 2012

Transfers of holdings

Cf. Significant events

Subsidiary constitution

Cf. Significant events

Acquisition of holdings or of control

On January 25, 2012, Hi-Media acquired a participation in the capital of the Dutch company Semilo BV ; Hi-Media owns directly and indirectly 36.3% of the share capital.

On January 30, 2012, Hi-Media acquired 27.8% of the capital of La Tribune Nouvelle.

On December 13, 2012, Hi-Media acquired 55.02% of the share capital of the Spanish company New Movil Media SL.

Acquisitions of companies

Cf. Significant events

Mergers

The company Hi-Media SA absorbed the company Mobile Works SAS on December 31, 2012.

Short-term investment securities held on 31 December 2012

Cf. note 8 of the appendix to the corporate financial statements and note 17 of the appendix to the corporate financial statements.

Breakdown of the share capital

The Company's capital stands at €. 4,562,864.50, divided into 45,628,645 shares, all of the same class.

Pursuant to the provisions of Article L 233-13 of the French Code of Commerce and in view of the information received in application of Articles L 233-7 and L 233-12 of said code, we inform you, below, of the identities of shareholders holding more than one-twentieth, one-tenth, three-twentieths, one-fifth, one-fourth, one-third, one-half, two-thirds, eighteen-twentieths or nineteen-twentieths of the share capital or voting rights:

Shareholders	Number of Hi-Media shares held and % on March 12, 2013
IDI	2 280 727 shares i.e. 4.99%
United Internet	4 735 000 shares i.e. 10,4%

On July 27, 2010, the company Columbia declared that it crossed upward the 5% of the capital and of the voting rights threshold.

On February 4, 2013, the company IDI declared that it crossed downward the 5% of the capital and of the voting rights threshold.

To the Company's best knowledge, there are no other shareholders holding 5% or more of the capital or of the voting rights directly, indirectly or in concert with others.

Treasury shares held on 31 December 2012

Au 31 décembre 2012, Hi-Media S.A. détient 921.185 actions propres. Par ailleurs, dans le cadre du contrat de liquidité, Hi-Media détient 122.970 actions propres au 31 décembre 2012.

On December 31, 2012, Hi-Media holds 921,185 treasury shares. In addition, within the liquidity contract, Hi-Media holds 122,970 treasury shares on December 31, 2012.

Evolution de la capitalisation boursière sur 18 mois

Changes in market capitalization

Volume d'échange et cours de bourse de l'action Hi-Media
Trading volume and market price of the Hi-Media share

Mois / Month	Nombre de titres échangés / Number of securities traded	Cours de bourse en EUR Market price in euros		
		Haut / High	Bas / Low	Moyenne des cours à la clôture : Average closing price
Juil.-11	5 314 628	4,33	3,45	3,84
Août-11	8 072 548	3,90	2,73	3,16
Sept.-11	10 196 945	3,37	2,19	2,59
Oct.-11	2 875 595	2,70	2,09	2,47
Nov.-11	3 598 943	2,58	1,70	2,10
Déc.-11	7 739 497	2,32	1,85	2,06
Janv.-12	6 932 888	2,65	2,11	2,29
Fév.-12	5 599 615	2,42	2,17	2,29
Mars-12	21 502 454	3,57	2,36	2,71
Avr.-12	5 746 101	2,76	2,03	2,38
Mai.-12	3 715 378	2,34	1,90	2,06
Juin.-12	2 202 841	2,07	1,82	1,93
Juil.-12	2 516 053	2,27	1,80	2,01
Août-12	4 336 177	2,26	1,88	2,06
Sept.-12	2 216 223	2,21	1,95	2,09
Oct.-12	1 719 192	2,15	1,96	2,05
Nov.-12	1 380 382	2,05	1,85	1,94
Déc.-12	2 004 218	2,17	1,94	2,02

Résultat – Affectation – Dividendes

Comptes sociaux

L'exercice écoulé se traduit par une perte de - 9.860.195,59 € que nous vous proposons d'affecter en totalité au report à nouveau.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement de ces comptes sociaux sont conformes à la réglementation en vigueur et identiques à celles adoptées pour les exercices précédents.

Dividendes

Au titre de l'exercice 2006 un dividende a été distribué pour la première fois, à raison de 0,10 euro pour chacune des 30 666 729 actions. Ce dividende était éligible à l'abattement de 40%.

Aucun dividende n'a été distribué depuis.

Tableau des résultats

Au présent rapport, est joint, conformément aux dispositions de l'article 148 du décret du 23 mars 1967, le tableau faisant apparaître les résultats de notre Société au cours des cinq derniers exercices clos.

Dépenses somptuaires et frais généraux donnant lieu à réintégration

La Société n'a supporté aucune charge visée à l'article 39-4 du code général des impôts au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Conventions visées à l'article L 225-38 du code de commerce

Nous vous demandons également d'approuver les conventions visées à l'article L 225-38 du code de commerce régulièrement autorisées par votre Conseil d'Administration au cours de l'exercice écoulé.

Les commissaires aux comptes ont été informés de ces conventions qu'ils vous relatent dans leur rapport spécial.

Conventions visées à l'article L 225-42 du code de commerce

Il n'y a pas de convention visée à l'article L225-42.

Les commissaires aux comptes ont été informés de ces conventions qu'ils vous relatent dans leur rapport spécial.

Informations concernant les mandataires sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102-1 du code de commerce, nous vous rendons compte ci-après de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés durant l'exercice à chaque mandataire social.

Earnings – Appropriation

Corporate financial statements

The past financial year produced a loss of - € 9,860,195.59 which we propose to allocate to retained earnings.

The rules of presentation and the methods of valuation adopted for the establishment of these accounts are in conformity with the regulation and are the same to those adopted for the previous financial years.

Dividends

For the financial year 2006, a dividend was distributed for the first time, i.e. €0.10 for each of the 30,666,729 shares. This dividend was eligible for the 40% abatement.

No dividend was distributed since then.

Table of earnings

Pursuant to the provisions of Article 148 of the decree of 23 March 1967, a table is attached to the present report showing our Company's earnings in the last five financial years.

Sumptuary expenditures and overhead giving rise to reinstatement

The Company did not incur any charges mentioned in Article 39-4 of the French General Taxation Code during the financial year ending on 31 December 2012.

Conventions mentioned in Article L 225-38 of the French Code of Commerce

We also request you to approve the conventions mentioned in Article L 225-38 of the French Code of Commerce regularly authorised by your Board of Directors during the past financial year.

The auditors have been informed of said conventions, which they describe for you in their special report.

Conventions mentioned in Article L.225-42 of the French Code of Commerce

There is no convention mentioned in Article L 225-42 of the French Code of Commerce.

The auditors have been informed of said conventions, which they describe for you in their special report.

Information concerning the authorised agents

Pursuant to the provisions of Article L 225-102-1 of the French Code of Commerce, we indicate for you, below, the total compensation and the benefits of all kinds paid during the financial year to each authorised agent.

Il est rappelé que le Conseil d'administration en date du 19 décembre 2008 a décidé que la Société se conformerait aux recommandations Afep-Medef du 6 octobre 2008 sur la rémunération des dirigeants mandataires sociaux des sociétés cotées et la Société a porté cette information à la connaissance du public par un communiqué de presse du 23 décembre 2008.

Les rémunérations annuelles brutes totales versées, au titre de l'exercice 2011, aux dirigeants mandataires sociaux sont les suivantes :

It has to be reminded that the Board of Directors as of December 19th 2008 decided that the Company will comply with the Afep-Medef recommendations as of October 6th 2008 related to the compensation paid to the authorised agents of the listed companies and the company broadcasted this information to the public by a press release as of December 23rd 2008.

The total gross annual remuneration paid, for the 2011 financial year, to the senior managers acting as authorised agents is as follows:

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social

Cyril Zimmermann, Président Directeur Général	2012		2011	
	Montants dus au titre de l'exercice	Montants versés durant l'exercice	Montants dus au titre de l'exercice	Montants versés Durant l'exercice
Rémunération fixe	322 500	322 500	350 000	350 000
Rémunération variable	50 000	50 000	0	0
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
Jetons de présence	-	-	-	-
Avantages en nature	27 032	27 032	17 042*	17 042*
Total	399 532	399 532	367 042	367 042
David Bernard, Directeur Général Délégué				
Rémunération fixe	-	-	153 336	153 336
Rémunération variable	-	-	-	-
Rémunération exceptionnelle	-	-	67 000	67 000
Jetons de présence	-	3 613	-	-
Avantages en nature	-	-	9 384**	9 384**
Total	-	3 613	229 720	229 720

* véhicule de fonction et garantie perte d'emploi
**garantie perte d'emploi

La Société a souscrit un contrat de garantie perte d'emploi et un contrat de retraite supplémentaire pour son Directeur Général et son Directeur Général Délégué, ainsi qu'un contrat d'assurance vie pour son Directeur Général. Les coûts liés à ces engagements pour la société sont limités au règlement des primes d'assurance.

David Bernard a été révoqué de son mandat de DGD en date du 31 août 2011.

Il est précisé que les dirigeants mandataires sociaux ne perçoivent aucune rémunération, au titre de leurs autres activités et/ou mandats au sein du Groupe Hi-Media.

Il n'est pas prévu de prime d'arrivée ni de départ pour les mandataires sociaux.

La rémunération variable des mandataires sociaux est fondée sur l'atteinte d'objectifs en termes notamment de résultat opérationnel courant. Cette rémunération variable est versée semestriellement et est fonction du % de réalisation de l'objectif. Le tableau ci-dessous présente un historique des attributions faites au bénéfice des mandataires sociaux, dirigeants ou non dirigeants.

*vehicle and unemployment insurance
**unemployment insurance

The Company signed an unemployment insurance contract and supplementary pension for its CEO and its COO, as well as a life insurance contract for its CEO. The costs related to these contracts for the company are limited to the payment of the premiums of insurance.

David Bernard was dismissed from his COO's functions as of August 31, 2011.

It is specified that the senior managers acting as authorised agents do not receive any compensation for their other activities and/or mandates within Hi-Media Group.

There is no welcome nor depart bonus for the authorised agents.

The variable remuneration of the authorised agents is based in particular on the objectives of current operating result. This variable remuneration is paid twice in the year and is a percentage of the realisation of the objective.

The following table presents an historical of the attributions to the benefit of the authorised agents, managers or non managers.

Informations sur les options de souscription d'actions et les actions gratuites

Date d'assemblée	21 avril 00	25 avril 03	25 avril 03	2 nov. 05	2 nov.05	2 nov.05	2 nov.05	2 nov.05	24 avr08	3 mai 1
------------------	-------------	-------------	-------------	-----------	----------	----------	----------	----------	----------	---------

Date du Conseil	27 juin 00	26 mai 03	10 juil. 03	22 déc. 05	20 janv06	13 juil06	11 sept06	01 mars07	24 sept08	27 août11
Nombre d'actions pouvant être souscrites par ou attribuées à										
Cyril Zimmermann	-	-	-	-	-	-	-	-	240 000	160 000
David Bernard	-	-	-	-	-	-	-	-	160 000	
Point de départ d'exercice des options ou fin de la période d'acquisition	5 mai 02	26 mai 05	10 juil.05	22 déc.07	20 janv08	13 juil08	11 sept08	01 mars09	24 juil11	27 août14
Date d'expiration	4 mai 10	25 mai 13	10 juil. 13	22 déc. 09	20 janv10	13 juil10	11 sept10	01 mars11	24 juil13	27 août16
Prix de souscription/juste valeur	8,06	0,33	0,35	6,05	7,75	7,03	7,63	6,70	2,33	1,93
Nombre d'actions souscrites ou acquises au 31/12/12 par										
Cyril Zimmermann	-	-	350 000	-	-	-	-	87 750	-	-
David Bernard	-	-	-	-	-	-	100 000	58 500	-	-
Nombre d'options annulées ou caduques	-	-	-	-	-	-	-	3 750	-	-
Options de souscription restantes en fin d'exercice	-	-	-	-	-	-	-	-	80 000	160 000

Conformément à la loi du 30 décembre 2006, le Conseil d'administration du 24 septembre 2008 a décidé que pour les attributaires mandataires sociaux, la période de conservation était fixée à deux ans à compter de l'expiration de la période d'acquisition (de deux ans également) pour 70% des actions attribuées et à la plus longue période entre deux ans et la durée de leur mandat pour les 30% restants.

Les autres membres du conseil d'administration perçoivent des jetons de présence (cf. paragraphe « Jetons de présence » ci-dessous).

Figure par ailleurs ci-après la liste des mandats et fonctions exercés dans toute société par les membres du Conseil d'administration :

According to the December 30, 2006 Law, the Board of Directors as of September 24th 2008 decided that for the beneficiaries authorised agents, the conservation period was fixed at two years starting with the expiration of the acquisition period (of two years also) for 70% of the allocated shares and at the longest period between two years and the duration of their mandate for the remaining 30%.

The other members of the Board are paid with attendance fees (cf. "attendance fees" paragraph below).

In addition, we list, below, the mandates and functions exercised in any company by the members of the Board of Directors:

Nom et prénom ou dénomination sociale du membre	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat	Fonction principale exercée dans la société	Fonction principale exercée en dehors de la société	Adresse professionnelle	Autres mandats et fonctions exercées dans toute société du Groupe	Mandats exercés en dehors du Groupe actuellement ou durant les 5 dernières années	Expertise et expérience en matière de gestion
Cyril Zimmermann	21/12/98	AG statuant sur les comptes de l'exercice social clos le 31/12/13	Directeur Général	-	15/17 rue Vivienne Paris 2 ^{ème}	Administrateur de - Hi-Media Advertising Web SL - Hi-Media Portugal Ltd - Hi-Media Sales AB - Hi-Media Network Internet Espana SL - Hi-Media Italia SRL ; - Hi-Media Ltd (UK); - Hi-Media Nederland BV - HPME - HPMP et membre du CS de Hi-Media Deutschland AG et membre du CS de France Economie Régions Gérant de : - Bonne Nouvelle Editions ; -Directeur de Groupe Hi-Media USA Inc. Président de : - Allopass SAS	Durant les 5 dernières années : Gérant de Laroquette Musique & Media Actuellement : Gérant de la société Les Créations du 8, de la SPRL Cyril Zimmermann, Membre du conseil d'administration de Believe SA	Cyril Zimmermann est PDG de la société Hi-Media depuis sa création. Il est diplômé de l'ESC Paris et de l'IEP de Paris.
Michael Kleindl	30/01/09	AG statuant sur les comptes de l'exercice social clos le 31/12/12	-	Managing Director KOMM and Seaya Ventures	KOMM Investment Hispania SL Camino Tomillaron 194 28 230 Las Rozas Espagne	-	Président de - Plenumedia.com Administrateur de - Payco AG - Bodeboca SL - Smartclip Mexico SA - Mediasmart SL - Crossinx GmbH	Cofondateur de ADlink Media AG
Jocelyn Robiot	02/11/05	AG statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/14	-	Sr Vice President Global Sports Marketing d'Adidas - DG adidas International Marketing	Adidas International Marketing – Hoogoorddreef 9a— 1101 BA Amsterdam - Hollande	-	Actuellement : Administrateur de Euprosoft.	Actuellement Sr Vice President Global Sports Marketing d'Adidas et ancien business developer de Havas Sports
Jean-Charles Simon	02/11/05	AG statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/14	-	Chef économiste du Groupe et Directeur des Affaires publiques et de la	SCOR SE 1, avenue du général de Gaulle, 92 074 Paris La Défense Cedex.	-	Jusqu'en janvier 2010 : - Membre du Conseil d'administration du Pôle Emploi - administrateur et	Anciennement Directeur Général Délégué du MEDEF et Directeur de l'AFEP

				Communication			trésorier du Medef international - liquidateur, représentant du Medef au sein des associations Astas, Apic, Apic Formation et Stac. Jusqu'en mars 2010 : Administrateur de la SA ETP (Editions et Services Techniques Professionnels)	
United Internet représentée par Norbert Lang	04/05/10	AG statuant sur les comptes de l'exercice social clos le 31/12/13	-	CFO United Internet	UNITED INTERNET AG Montabaur - Allemagne		Administrateur de - United Internet Media AG - United-domains AG	

<p>Jetons de présence</p> <p>Aucun versement au titre des jetons de présence n'aura lieu pour l'exercice 2012.</p> <p>L'enveloppe votée par l'assemblée générale du 30 avril 2009 était de 56.000 euros, elle est répartie en fonction du nombre d'administrateurs concernés par le versement des jetons de présence, du nombre de séances du conseil durant l'exercice et du nombre de présences de chacun.</p> <p>Le Président précise que les administrateurs rémunérés par ailleurs par la Société au titre d'un contrat de travail ou d'un mandat social ne perçoivent pas de jetons de présence.</p> <p>Bilan des opérations sur titres des dirigeants</p>	<p>Attendance fees</p> <p>No attendance fees will be paid for the financial year 2012.</p> <p>The budget approved by the Shareholders' Meeting on 30 April 2009 was 56,000 Euros, and it has been distributed in light of the number of directors concerned by the payment of attendance fees, the number of board meetings during the financial year, and the number of times each person was present.</p> <p>The Chairman indicates that the directors remunerated in other connections by the Company under an employment contract or holding a corporate mandate do not receive attendance fees.</p> <p>Summary of the senior managers' securities transactions</p>
--	---

Déclarant	Instrument	Opération	Date	Lieu	Prix unitaire	Montant global
Néant	Néant	néant	néant	néant	néant	néant

<p>Etat des délégations de compétence et de pouvoirs au conseil d'administration</p>	<p>Report on delegations of competency and of powers to the Board of Directors</p>
---	---

Date de la délégation	Type de délégation	Montant maximum de l'augmentation de capital	Durée de la délégation	Echéance
AGM 03 mai 2012	Autorisation d'un programme de rachat d'actions		18 mois	3 novembre 2013
AGM 03 mai 2012	Autorisation de réduction du capital	10% du capital par période de 24 mois	18 mois	3 novembre 2013
AGM 03 mai 2012	Délégation de compétence	700.000 € avec maintien du DPS	26 mois	03 juillet 2014
AGM 03 mai 2012	Délégation de compétence	700.000 € par émission d'actions avec suppression du DPS	26 mois	03 juillet 2014
AGM 03 mai 2012	Délégation de compétence	700.000 € par placement privé avec suppression du DPS	26 mois	03 juillet 2014
AGM 03 mai 2012	Délégation de compétence	Augmentation du nombre de titres à émettre (15%)	26 mois	03 juillet 2014
AGM 03 mai 2012	Délégation de pouvoir	Augmentation de capital de 10% pour rémunérer de apports en nature	26 mois	03 juillet 2014
AGM 03 mai 2011	Délégation de pouvoir	Emission de 500.000 actions gratuites	38 mois	03 juillet 2014
AGM 03 mai 2011	Délégation de pouvoir	Attribution de 500.000 options de souscription ou d'achats d'actions	38 mois	03 juillet 2014
AGM 03 mai 2012	Autorisation L3332-18 du code du travail	80.000 €	26 mois	03 juillet 2014

Conformément aux dispositions des articles L 225-184	Pursuant to the provisions of Articles L 225-184 and L 225-
--	---

et L 225-197-4 du code de commerce, votre conseil d'administration vous informe, dans ses rapports spéciaux, des opérations réalisées en vertu des dispositions prévues aux articles L 225-177 à L 225-186 concernant les options de souscription ou d'achat d'actions et des opérations réalisées en vertu des dispositions prévues aux articles L 225-197-1 à L 225-197-3 concernant les actions gratuites.

Eléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

L'assemblée générale du 3 mai 2011 a délégué au conseil d'administration la compétence d'émettre des bons de souscription d'actions en période d'offre publique pour un montant nominal maximal de 600.000 euros. Cette délégation a été donnée pour une durée de 26 mois.

Votre conseil d'administration vous invite à adopter les résolutions qu'il soumet à votre vote.

Loi LME – Délais de paiement

En K€	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Nonéchu	6 462	7 528	7 847
0-30j	1 827	2 057	2 130
30-120j	2 413	1 518	2 936
120-360j	1 362	1 997	1 831
>360j	1 401	1 921	486
TOTAL	13 466	15 020	15 230

	Total	Echu	0-30 j	30-120j	120-360j	>360j
France	10 359	5 095	1 624	1540	923	1176
Etranger	3 107	1367	203	873	439	225
Groupe	3 425	1 783		351	402	889
Hors Groupe	10 041	4 679	1 828	2 062	960	512
	13 466	6 462	1 827	2 413	1 362	1 401

Fait à Paris,
Le 12 mars 2013

Le Conseil d'administration

197-4 of the French Code of Commerce, your Board of Directors informs you, in its special reports, about the transactions made by virtue of the provisions laid down in Articles L 225-177 to L 225-186 in connection with the stock options or share purchase options, and the transactions made by virtue of the provisions laid down in Articles L 225-197-1 to L 225-197-3 in connection with free shares.

Items that could have an input in case of public offer

The General Meeting of May 3, 2011 delegate to the Board the power to issue equity warrants in case of public offer for a maximal amount of 600,000 Euros. This delegation is given for a 26 months period.

Your Board of Directors invites you to adopt the resolutions that it is submitting for your approval.

LME Law – Payment terms

In K€	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Not past due	6 462	7 528	7 847
0-30days	1 827	2 057	2 130
30-120days	2 413	1 518	2 936
120-360days	1 362	1 997	1 831
>360days	1 401	1 921	486
TOTAL	13 466	15 020	15 230

	Total	Not past due	0-30 j	30-120j	120-360j	>360j
France	10 359	5 095	1 624	1540	923	1176
Out of France	3 107	1367	203	873	439	225
Group	3 425	1 783		351	402	889
Off the Group	10 041	4 679	1 828	2 062	960	512
	13 466	6 462	1 827	2 413	1 362	1 401

Signed in Paris,
On 12 mars 2013

The Board of Directors

Résultat de la société au cours des cinq derniers exercices						
Nature des indications	Exercices concernés	2008	2009	2010	2011	2012
Capital en fin d'exercice						
Capital social		3 980 646	4 426 999	4 446 950	4 562 215	4 562 865
Nombre des actions ordinaires existantes		39 806 458	44 269 995	44 469 495	45 622 145	45 628 645
Nombre des actions à dividende prioritaire existantes		-	-	-	-	-
Nombre maximal d'actions futures à créer						
Par conversion d'obligations		-	-	-	-	-
Par exercice de BSA		-	-	-	-	-
Par exercice de droit de souscription		2 297 373*	2 059 416*	2 045 500*	390 020*	637 500*
Opérations et résultats de l'exercice						
Chiffre d'affaires hors taxes		36 459 645	37 946 196	56 701 476	61 317 785	54 203 832
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions		6 490 352	10 588 845	35 982 454	15 883 424	(862 258)
Impôts sur les bénéfices		(3 047 680)	768 581	1 645 942	(3 162 158)	(2 149 384)
Participation de salariés due au titre de l'exercice		-	-	-	-	-
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions		4 377 054	13 486 187	(58 987 827)	(9 598 848)	(9 860 196)
Résultat distribué		-	-	-	-	-
Résultats par action						
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions		0,24	0,26	(0,81)	0,42	0,03
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions		0,11	0,30	(1,32)	0,21	(0,22)
Dividende attribué à chaque action		-	-	-	-	-
Personnel						
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice		94	101	128	159	154
Montant de la masse salariale de l'exercice		5 236 475	5 774 530	7 885 758	9 730 592	10 301 021
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice		2 434 900	2 648 467	3 408 159	4 264 342	4 437 776

* Ce chiffre correspond aux nombres d'options de souscription et/ou de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise attribués au 31 décembre aux salariés toujours présents dans la société, les salariés ayant quitté la Société ne pouvant conserver le bénéfice de ces bons et options.

COMPANY'S EARNINGS DURING the last five financial years					
Financial years concerned	2008	2009	2010	2011	2012
Nature of the indications					
Capital at financial year end					
Share capital	3 980 646	4 426 999	4 446 950	4 562 215	4 562 865
Number of existing ordinary shares	39 806 458	44 269 995	44 469 495	45 622 145	45 628 645
Number of existing preferred shares	-	-	-	-	-
Maximum number of future shares to be issued					
By conversion of bonds	-	-	-	-	-
By exercise of BSA	-	-	-	-	-
By exercise of application rights	2 297 373*	2 059 416	2 045 500*	390 020*	637 500*
Financial year transactions and earnings					
Turnover excluding taxes	36 459 645	37 946 196	56 701 476	61 317 785	54 203 832
Earnings before taxes, employee profit-sharing and transfers to depreciation and provisions	6 490 352	10 588 845	(35 982 454)	15 883 424	(862 258)
Taxes on the profits	(3 047 680)	768 581	1 645 942	(3 162 158)	(2 149 384)
Employee profit-sharing for the financial year	-	-	-	-	-
Earnings after taxes, employee profit-sharing and transfers to depreciation and provisions	4 377 054	13 486 187	(58 987 827)	9 598 484	(9 860 196)
Distributed earnings	-	-	-	-	-
Earnings per share					
Earnings after taxes, and employee profit-sharing but before transfers to depreciation and provisions	0,24	0,26	(0.81)	0.42	0.03
Earnings after taxes, employee profit-sharing and transfers to depreciation and provisions	0,11	0,30	(1,32)	0.21	(0.22)
Dividend paid to each share	-	-	-	-	-
Staff					
Average staff employed during the financial year	94	101	128	159	154
Amount of the financial year payroll	5 236 475	5 774 530	7 885 758	9 730 592	10 301 021
Amounts paid as fringe benefits for the financial year	2 434 900	2 648 467	3 408 159	4 264 342	4 437 776

*This figure corresponds to the number of stock options allocated at the end of the financial year to the employees still present in the Company, the employees having left the Company being unable to retain the benefit of said options